

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NIEDERBRONN-LES-BAINS
5, place du Bureau Central
67110 Niederbronn-les-Bains

**ACCORD – CADRE À BONS DE COMMANDE
FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS AU SEIN DES SERVICES
D'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE ET PETITE ENFANCE**

Appel d'offres ouvert – Procédure formalisée
(Articles L. 2124-1 à L. 2124-4, L. 2125-1 du Code de la Commande Publique)

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : LE 26 MAI 2025 A 12H00

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	Accord-cadre à bons de commandes - Fournitures - article L. 2125-1 du Code de la commande publique <u>Objet</u> : Fourniture et livraisons de repas au sein des services d'accueil périscolaire et petite enfance de la Communauté de communes du Pays de Niederbronn-les-Bains
	Acheteur : Communauté de communes du Pays de Niederbronn-les-Bains 5 Place du Bureau Central 67110 NIEDERBRONN-LES BAINS
	Le marché inclut des considérations environnementales.
	Le marché n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en procédure formalisée, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2152-2 et R. 2161-3 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique. CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services 2021
	5 PLACE DU BUREAU CENTRAL – 67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS
	Le marché n'est pas alloti.
	La durée d'exécution du marché est définie au sein du présent document.
	La forme du prix du marché est définie au sein du présent document.
	Le marché est conclu à prix révisables.
	<u>Tranches</u> : Le marché n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Sans objet
	Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.

TABLE DES MATIERES

I.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
II.	DURÉE.....	4
III.	PROCÉDURE DE PASSATION	4
IV.	ALLOTISSEMENT	5
V.	DOSSIER DE CONSULTATION	5
VI.	MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
VII.	TRANSMISSION DES PLIS	5
VIII.	DÉLAI DE VALIDITÉ	7
IX.	GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	7
X.	SOUS-TRAITANCE.....	7
XI.	PRÉSENTATION DU DOSSIER CANDIDATURE	8
XII.	PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE.....	11
XIII.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	11
XIV.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION, CHOIX DE L'OFFRE ET NÉGOCIATION.....	11
XV.	VARIANTES	13
XVI.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	13
XVII.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	13

I. OBJET DE LA CONSULTATION

Objet : Livraison et fourniture de repas :

- En liaison chaude sans mise à disposition de personnel sur les sites d'accueil périscolaire de Dambach-Windstein de septembre à juillet, hors congés scolaires, les lundis, mardis, jeudi et vendredi.
- En liaison froide avec mise à disposition de personnel sur les sites d'accueil périscolaires de Mertzwiller, Gundershoffen élémentaire, Gundershoffen « maternelles », Griesbach, Gumbrechtshoffen-Oberbronn-Zinswiller, Mietesheim, Niederbronn-les-Bains « Maternelles », Reichshoffen (2 sites) et Rothbach-Offwiller de septembre à juillet, hors congés scolaires, les lundis, mardis, jeudi et vendredi.
- En liaison froide sans mise à disposition de personnel sur le site d'accueil petite enfance de Mertzwiller de septembre à août, hors fermetures de 5 semaines, dont 3 semaines en été, une semaine aux vacances de Printemps et une semaine entre Noël et jour de l'An, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis.

II. DURÉE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois renouvelable 1 fois par reconduction expresse.

Le planning prévisionnel de l'exécution de la prestation est le suivant :

Début de la prestation :	Le 1 ^{er} septembre 2025
Fermeture de l'accueil petite enfance :	La structure sera fermée : <ul style="list-style-type: none">- Une semaine entre Noël et Nouvel An :- Pendant 3 semaines durant l'été 2026. 2 dernières semaines de juillet et première semaine d'août.- 1 semaine aux vacances de Printemps.
Fermeture des accueils périscolaires	Les structures seront fermées : <ul style="list-style-type: none">- Toutes les vacances scolaires

L'exécution du présent accord-cadre débutera le 1^{er} septembre 2025 et s'achèvera le 31 août 2026

III. PROCÉDURE DE PASSATION

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de montant minimum. Le montant maximum de commandes est de 600 000 € H.T

L'estimation du besoin, les missions de l'attributaire ainsi que les modalités d'exécution des prestations sont détaillées au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre.

Conformément à l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique, le présent marché public est passé par procédure formalisée.

Nomenclature CPV pertinente :

15894210 : repas pour écoles

55321000-6 : service de préparation de repas

55521200-0 : service de livraison de repas

IV. ALLOTISSEMENT

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché public pour les raisons suivantes :

Le présent marché porte sur des prestations qui ne sont pas susceptibles par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, de faire l'objet de lots différents.

V. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- ATTRI1 - Acte d'engagement
- Règlement Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) + Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Le mémoire technique du candidat ;
- Le CCAG FCS 2021*
- DC1 – Lettre de candidature*
- DC2 – Déclaration du candidat individuel*
- DC4 – Déclaration de sous-traitance*

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

VI. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément à l'article R.2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

VII. TRANSMISSION DES PLIS

Les plis devront être remis avant la date et l'heure suivante :

LE 26 MAI 2025 à 12H00, DÉLAI DE RIGUEUR

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://alsacemarchespublics.eu/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique lorsque l'acheteur ou l'autorité concédante l'autorise dans les documents de la consultation. La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention "copie de sauvegarde".

La copie de sauvegarde au format physique devra être transmise dans une enveloppe fermée à l'adresse suivante :

Communauté de Communes du Pays de Niederbronn-les-Bains
5 Place du Bureau Central
67110 NIEDERBRONN LES BAINS

La copie de sauvegarde pourra être transmise par voie dématérialisée en application des dispositions de l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du Code de la commande publique : la copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

VIII. DÉLAI DE VALIDITÉ

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

IX. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

X. SOUS-TRAITANCE

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-

traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;

- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

XI. PRÉSENTATION DU DOSSIER CANDIDATURE

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Document concerné	Contenu ou indications
Une lettre de candidature - ou le formulaire DC1 (dans la version code de la commande publique)	<p>Présentation du candidat unique : des noms, qualités et pouvoirs du signataire ;</p> <p>En cas de groupement</p> <p>a. Identification des membres du groupement et répartition des prestations ;</p> <p>b. Désignation du mandataire et habilitation ;</p> <p>c. Date et signature du mandataire du groupement habilité à signer la lettre de candidature et l'offre précédées des noms, qualités et pouvoirs du signataire ou signature de l'ensemble des membres du groupement précédée des nom, qualité et pouvoir de chaque signataire.</p> <p>Les formulaires peuvent être obtenus gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesmarches-publics</p>

<p>Les renseignements suivants sur les capacités du candidat</p> <p>- ou le formulaire DC2 (dans la version code de la commande publique</p>	<p>a. Identification du candidat individuel ou du membre du groupement (nom, coordonnées, forme juridique) ;</p> <p>b. Les documents relatifs à la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement ;</p> <p>c. Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature.</p> <p>NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française. En cas de sous-traitance, le formulaire DC4 - déclaration de sous-traitance - dûment complété et signé par les 2 parties</p> <p>Les formulaires peuvent être obtenus gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesmarches-publics</p>
<p>Les capacités professionnelles et techniques de l'entreprise</p>	<p>a. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</p> <p>b. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.</p> <p>c. Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.</p> <p>d. Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.</p> <p>e. Certificats de qualifications professionnelles.</p>
<p>Assurances</p>	<p>Assurances responsabilité civile et professionnelle en cours de validité</p>

Les capacités juridiques de l'entreprise	<p>a) Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ; OU les certificats sociaux et fiscaux (situation au 31/12 de l'année précédente).</p> <p>b) Extrait KBIS (de moins de 6 mois) et relevé d'identité bancaire ou postale,</p> <p>c) Une déclaration sur l'honneur du candidat ou de chaque membre du groupement attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la Commande publique</p>
---	---

En application de l'article R2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics :

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics ;
- le certificat attestant la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

XII. PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

N°	Description
1	L'acte d'engagement (ATTRI1) Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le Bordereau des Prix Unitaires dûment complété et signé (B.P.U).
3	Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
4	Le relevé d'identité bancaire (RIB).
5	Le mémoire technique permettant au pouvoir adjudicateur de noter le candidat notamment sur la valeur technique de l'offre.
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant (DC4).

XIII. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le pouvoir adjudicateur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché et de lui retourner :

- Les attestations d'assurance ;
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

XIV. CRITÈRES D'ATTRIBUTION, CHOIX DE L'OFFRE ET NÉGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du CCAP et du CCTP.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique	50
<i>Appréciée sur la base des éléments figurant dans le mémoire technique, ainsi que les sous-critères décrits ci-après :</i>		
1.1	<i>Qualité nutritionnelle et diététique des repas</i>	10
1.2	<i>Sécurité alimentaire et traçabilité des denrées</i>	10
1.3.	<i>Diversité des menus</i>	10
1.4.	<i>Modalités d'élaboration des repas</i>	5
1.5.	<i>Modalités de livraison des repas</i>	5
1.6.	<i>Assurance qualité de l'entreprise</i>	5
1.7.	<i>Contrôles internes</i>	5
2	Prix des prestations	40
<i>(prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x 40</i>		
3	Respect de l'environnement	10
<i>Actions mises en œuvre afin de limiter l'impact du marché sur l'environnement : optimisation des livraisons, contenants présentant une qualité écologique, produits de saison, productions locales...</i>		
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

En application de l'article R. 2124-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra avoir recours à la procédure avec négociation dans le cas suivant : « Lorsque, dans le cadre d'un appel d'offres, seules des offres irrégulières ou inacceptables, au sens des articles L. 2152-2 et L. 2152-3, ont été présentées pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées. Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de publier un avis de marché s'il ne fait participer à la procédure que le ou les soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes aux exigences relatives aux délais et modalités formelles de l'appel d'offres. »

XV. VARIANTES

Il n'est pas exigé de variante de la part de l'acheteur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

XVI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu/>.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché publics, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

XVII. INFORMATION DES CANDIDATS

17.1. Candidats non retenus

Le représentant du pouvoir adjudicateur informe les candidats non retenus du rejet de leur offre, du nom de l'attributaire et du délai durant lequel il s'abstient de signer le marché (11 jours), par voie électronique par le biais de la plate-forme : <https://alsacemarchespublics.eu/>.

17.2. Notification de l'accord-cadre

La Communauté de communes du Pays de Niederbronn-les-Bains notifiera l'accord-cadre par voie électronique, par le biais de la plate-forme <https://alsacemarchespublics.eu/>.

L'accord-cadre est réputé notifié à la date et l'heure de l'accusé de réception du message de notification

18. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Strasbourg

Tél. : 03 88 21 23 23

Email : greffe.ta-strasbourg@juradm.f